



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(C.C.A.P)

Procédure de passation du marché :

APPEL D'OFFRES OUVERT

Articles L. 2124-2, L. 2125-1-1°, R. 2124-2 1°, R. 2161-2 à R. 2161-5, R. 2162-2§2,
R. 2162-4§2°, R. 2162-13 à R. 2162-14, du Code de la commande publique

Réf. : 25-A.O.I-04

Le présent cahier des clauses administratives particulières comporte 18 feuillets.

Pouvoir Adjudicateur :

AGENCE DE L'EAU ARTOIS - PICARDIE

200, rue Marceline Centre Tertiaire de l'Arsenal BP 80818 59508 DOUAI Cedex

Tél. : 03.27.99.90.00 / Fax : 03.27.99.90.15

www.eau-artois-picardie.fr

SIRET : 185 911 781 00028

Objet du marché :

Tierce maintenance du site internet « Portail de bassin Artois-Picardie »

- Marché de services
- Code nomenclature : 67.0F – Maintenance logicielle (hors appareils de mesures et photocopieurs)
- Classification CPV :
 - 72212220 - Services de développement de logiciels de gestion d'internet et d'intranet
 - 72413000 - Services de conception de sites www (world wide web)
 - 48783000 - Logiciels de gestion de contenu

PLAN DÉTAILLÉ DU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 1 - OBJET ET DURÉE DE L'ACCORD-CADRE | 3 |
| 1.1 - Objet de l'accord-cadre | 3 |
| 1.2 - Nature de l'accord-cadre | 3 |
| 1.3 - Caractéristiques principales de l'accord-cadre | 3 |
| 1.4 - Durée de l'accord-cadre | 3 |
| 1.5 - Groupement d'opérateurs économiques et sous-traitance | 3 |
| 1.6 - Compléments à apporter au Cahier des Clauses Administratives Particulières et au Cahier des Clauses Techniques Particulières | 4 |
| 1.7 - Délai de validité des offres | 5 |
| 1.8 - Forme des notifications et informations au titulaire | 5 |
| ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS | 5 |
| ARTICLE 3 - DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL, CONFIDENTIALITÉ ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE | 6 |
| 3.1 - Protection des données à caractère personnel | 6 |
| 3.2 - Obligation de confidentialité | 7 |
| 3.3 - Propriété intellectuelle | 7 |
| 3.3.1 – Créations concernées | 8 |
| 3.3.2 – Droits cédés | 8 |
| 3.3.3 – Etendue géographique et durée | 9 |
| ARTICLE 4 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE SOUS-TRAITANCE | 9 |
| ARTICLE 5 - ASSURANCE | 9 |
| ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXÉCUTION ET DE LIVRAISON | 10 |
| 6.1 – Délais de réalisation (et de réception définitive) | 10 |
| 6.2 – Exécution du marché | 10 |
| La prestation devra être exécutée suivant les modalités définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières | 10 |
| ARTICLE 7 - AVANCE ET ACOMPTES | 10 |
| ARTICLE 8 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX | 11 |
| 8.1 - Offre de prix | 11 |
| 8.2 - Nature des prix | 11 |
| 8.3 - Révision des prix | 11 |
| 8.4 - Contenu des prix | 12 |
| ARTICLE 9 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT | 12 |
| 9.1 - Remise des factures | 12 |
| 9.2 - Paiements | 13 |
| ARTICLE 10 - PÉNALITÉS | 14 |
| ARTICLE 11 - MODIFICATION DU MARCHÉ EN CAS DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET/OU SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES | 16 |
| ARTICLE 12 - CLAUSE DE RÉEXAMEN | 17 |
| ARTICLE 13 - DÉROGATIONS | 17 |
| ARTICLE 14 - LITIGES | 17 |

ARTICLE 1 - OBJET ET DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

1.1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet la tierce maintenance du site Internet « Portail de Bassin Artois - Picardie » (<https://www.artois-picardie.eaufrance.fr>).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le C.C.T.P.

1.2 - Nature de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du [Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux techniques de l'information et de la communication \(C.C.A.G-T.I.C\) Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles NOR : ECOM2106875A – Publié au JORF du 1^{er} avril 2021](#).

Toutes les dispositions du C.C.A.G-T.I.C qui ne sont ni complétées, ni modifiées, ni précisées par le présent C.C.A.P sont applicables au marché.

1.3 - Caractéristiques principales de l'accord-cadre

Le présent marché est passé sous la forme d'un Appel d'Offres Ouvert. Le présent marché constitue un accord cadre, conclu avec un seul opérateur économique, en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du Code de la commande publique.

Le marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots : la dévolution en lots des prestations nécessaires à la réalisation de la tierce maintenance risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

Les prestations feront l'objet de bons de commande conformément aux dispositions des articles R. 2162.13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique. Leur durée d'exécution ne peut excéder 6 mois après la fin de la durée de validité de l'accord cadre, sauf cas de prolongation prévus à l'article 13.3 du C.C.A.G-T.I.C.

Il s'agit d'un marché mixte composé d'une part, de la prestation forfaitaire « maintenance corrective à l'année », et d'autre part, des prestations à bons de commande (prise de connaissance, réversibilité, maintenance adaptative et maintenance évolutive).

Pour toute la durée du marché, périodes de reconductions comprises, le montant maximum cumulé des commandes est fixé, en application de l'article R. 2162-4 2° du Code de la commande publique, à **130 000,00€ HT maximum**.

Les bons de commande sont notifiés, dans les conditions définies à l'article 1.8 « Forme des notifications et informations au titulaire » du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

1.4 - Durée de l'accord-cadre

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification.

Le présent marché est reconductible tacitement trois fois par période d'un an.

Le cas échéant, la décision de non-reconduction sera notifiée dans un délai de deux mois avant la date d'échéance par la voie d'un courrier recommandé avec avis de réception.

Le titulaire ne dispose pas de la faculté de refuser la reconduction du marché et ne saurait prétendre à aucune indemnité en cas de décision de non-reconduction du marché.

1.5 - Groupement d'opérateurs économiques et sous-traitance

Conformément aux articles R. 2142-19 à R. 2142-24 du Code de la commande publique, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence, le candidat peut se présenter seul ou sous la forme d'un groupement (conjoint ou solidaire).

Les candidatures et offres sont présentées soit par l'ensemble des membres d'un groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Dans les deux formes de groupement (solidaire ou conjoint), l'un des membres du groupement, sera désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis de l'Agence de l'Eau et coordonner les prestations des membres du groupement.

En application de l'article R. 2142-24 du Code de la commande publique, dans l'hypothèse d'un groupement conjoint, **l'Agence de l'Eau Artois-Picardie impose après attribution du marché que le mandataire soit solidaire du groupement conjoint pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.** Le choix du candidat quant à la forme de sa candidature sera clairement indiqué à l'appui de sa candidature.

Le cas échéant, et conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, chaque membre du groupement fournira les documents exigés dans la candidature ou le lien sur plate-forme numérique permettant à l'Agence de l'Eau d'accéder gratuitement auxdits documents.

Il est précisé qu'une « bourse à la co-traitance » est accessible aux soumissionnaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE). La bourse à la cotraitance est un outil de mise en relation pour faciliter la création de groupements momentanés d'entreprises (GME) de compétences et/ou de moyens. Les informations sur ce dispositif sont consultables via le lien ci-après :

https://www.marchespublics.gouv.fr/docs/outils-esr2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Conformément à l'article R. 2142-23 du Code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plusieurs groupements pour ce marché.

En application de l'article R. 2142-21 du Code de la commande publique, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements : en cas de non-respect de ces dispositions la candidature individuelle sera éliminée, seule l'offre présentée en groupement sera admise.

En application des dispositions de l'article R. 2142-26 du Code de la commande publique, en cas d'opération de restructuration de société survenue entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, notamment en cas de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, l'Agence de l'Eau acceptera d'examiner les candidatures, d'un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées, présentées par le groupement en vue de continuer à participer à la procédure.

L'Agence de l'Eau se prononcera sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation définies et fixées dans le présent règlement de la consultation.

La sous-traitance totale des prestations objet du présent marché est interdite, cependant le candidat est autorisé à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique. Le cas échéant, chaque entreprise sous-traitante fournira les documents exigés dans la candidature ou le lien sur plate-forme numérique permettant à l'Agence de l'Eau d'accéder auxdits documents.

1.6 - Compléments à apporter au Cahier des Clauses Administratives Particulières et au Cahier des Clauses Techniques Particulières

Les opérateurs économiques n'ont pas à apporter de modifications au présent Cahier des Clauses Techniques Particulières et au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

En application de l'article R. 2151-8 du Code de la commande publique : les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées et il n'est pas prévu de variante obligatoire. Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

☐ Prestations similaires : Selon le déroulement de l'exécution du marché, l'Agence de l'Eau pourra, le cas échéant, décider d'avoir recours à un marché négocié ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique. Ce marché sera conclu sans publicité ni nouvelle mise en concurrence préalables.

❑ **Modification du marché** : Le marché peut être modifié dans les cas énumérés ci-après :

- ✎ dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique ;
- ✎ en cas de difficultés liées à la survenance de circonstances exceptionnelles, conformément aux dispositions des articles L. 2711-1 à L. 2711-8 du Code de la commande publique ;
- ✎ en cas de circonstances imprévisibles affectant l'exécution de l'accord-cadre telles que décrites dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- ✎ lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- ✎ conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, pendant l'exécution du marché, l'Agence peut prescrire au titulaire, par bon de commande, des prestations supplémentaires ou modificatives devenues nécessaires après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le bon de commande prescrivant ces prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'Agence au titulaire fixera les prix nouveaux et définitifs retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions actées préalablement par voie d'avenant par dérogation aux articles 25.2 et 25.3 du C.C.A.G-T.I.C. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

1.7 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres en page de garde du Règlement de la Consultation.

1.8 - Forme des notifications et informations au titulaire

En application des dispositions de l'article 3.1 du C.C.A.G-T.I.C, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique du titulaire et, le cas échéant, du sous-traitant.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, le titulaire et, le cas échéant, le sous-traitant sont réputés avoir reçu cette notification :

- ▶ à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique,
- ▶ ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G-T.I.C, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante ; en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

🕒 **L'acte d'engagement (formulaire ATTRI-1)**, sur lequel l'offre est établie conformément à la décomposition indiquée par le titulaire dans l'annexe financière (bordereau des prix) jointe en annexe 1 à l'Acte d'Engagement et le cas échéant, la déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant à l'aide de l'acte spécial (formulaire DC4), dûment complété et signé par la personne habilitée à engager le titulaire

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie adressera un acte d'engagement (ATTRI-1) pré-rempli au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché ainsi que le contrat de sous-traitance pour le traitement de données personnelles (modèle de contrat joint en annexe A). L'attributaire devra vérifier que son offre est intégralement reportée conformément à la décomposition indiquée dans l'annexe financière n°1 à l'Acte d'Engagement.

Le cas échéant en cas de déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant à l'aide de l'acte spécial (formulaire DC 4) au stade de l'offre, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adressera, au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, le formulaire de signature de l'acte spécial présenté au stade du dépôt de l'offre (formulaire ATTRI-2). Celui-ci devra le retourner à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie au plus vite avant la notification du marché.

L'attributaire devra signer **le formulaire ATTRI-1 ainsi que son annexe financière (annexe 1) et le contrat de sous-traitance pour le traitement de données personnelles (annexe A)** avant notification **par voie électronique : au moyen d'un certificat de signature électronique valide par la personne ayant pouvoir pour engager l'entreprise ; ou de façon manuscrite par la personne ayant pouvoir pour engager l'entreprise.**

En signant l'acte d'engagement (formulaire ATTRI-1), le candidat consent formellement aux clauses des documents constitutifs du présent marché :

- L'annexe financière n°1 bordereau des prix (valant annexe à l'acte d'engagement) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes techniques ;
- **Le cadre de réponse (annexe 1 au règlement de la consultation (RC) : Pièces A, B, C et F)), valant mémoire justificatif attestant la qualité technique de l'offre présentée** tel que décrit aux articles 4 et 12 du Règlement de la Consultation ;
- Le [Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication](#) (C.C.A.G-T.I.C) Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication NOR : ECOM2106875A – Publié au JORF du 1^{er} avril 2021 ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- L'annexe A - contrat de sous-traitance pour le traitement de données personnelles ;

Toute clause limitative de responsabilité du titulaire, portée dans les documents établis par le titulaire (et notamment les conditions générales de vente du titulaire), ou modifiant les clauses des C.C.A.P et C.C.T.P ou contraire à la réglementation applicable au présent marché est réputée non écrite. Les exemplaires des documents contractuels conservés par l'Agence de l'Eau font seuls foi en cas de litiges.

ARTICLE 3 - DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL, CONFIDENTIALITÉ ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

3.1 - Protection des données à caractère personnel

Le titulaire et l'Agence de l'Eau Artois-Picardie (les parties) sont tenus au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché dans les conditions définies à l'article 5.2 du C.C.A.G-T.I.C.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché s'engage à effectuer pour le compte de l'Agence les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Ces obligations s'appliquent aux cotraitants et sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, un contrat de sous-traitance pour le traitement des données à caractère personnel, mis en œuvre par le titulaire, sera établi selon le modèle joint en annexe A.

Ce contrat a pour objet de définir les obligations respectives des parties en matière de protection des données à caractère personnel et précisera :

- ▶ la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'Agence de l'Eau ;
- ▶ les obligations de l'Agence et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation pour le titulaire d'informer l'Agence de l'Eau de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- ▶ les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- ▶ les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- ▶ la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Ce contrat de sous-traitance pour le traitement de données à caractère personnel, devra être intégralement complété et signé par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'Agence pourra résilier le marché pour faute en application des dispositions de l'article 50 point J) du C.C.A.G-T.I.C.

3.2 - Obligation de confidentialité

L'article 5.1 du C.C.A.G-T.I.C est complété comme suit :

Tous les renseignements et/ou informations obtenus, ou communiqués dans le cadre de l'exécution du présent marché, les données, documents de toute nature et quelle que soit leur forme ou leur support, y compris, sans que cela soit limitatif, tout écrit, note, rapport, document, étude, analyse dessin, lettre, listing, logiciel ou contenu des données stockées sur un support physique (CD-ROM, clé USB, etc...), chiffre, graphique, communiqués par l'Agence de l'Eau au titulaire dans le cadre du présent marché (y compris les rapports, travaux, études réalisés au titre de la prestation) sont strictement confidentiels.

Ils ne devront, en aucun cas, être communiqués à un tiers, ni utilisés à des fins commerciales, ni pour des publications ou mémoires, même de diffusion restreinte, à moins d'autorisation expresse écrite de l'Agence.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à conserver confidentiels et à ne pas divulguer les informations et documents de quelque nature que ce soit, relatifs au fonctionnement de l'Agence de l'Eau ou à ses agents qu'il aurait pu recueillir, obtenir ou dont il aurait pu avoir connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Le titulaire se porte garant du respect par ses agents ou les tiers travaillant pour son compte, du présent engagement de confidentialité.

En cas de non-respect de cette obligation, le titulaire encourt les sanctions prévues par la loi 78.17 du 6 janvier 1978 modifiée, ainsi que la résiliation pure et simple du marché aux torts du titulaire, sans qu'il puisse prétendre au versement d'une quelconque indemnité.

Cet engagement ne concerne pas les informations et documents que le titulaire aurait pu obtenir ou connaître en dehors du cadre de son intervention, et qui auraient été portés à la connaissance du public sans aucune intervention de sa part.

En revanche, le regroupement de ces informations, leur mise en forme ou leur analyse rentre dans le champ de l'engagement.

En cas de manquement aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, l'Agence pourra résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50 point J) du C.C.A.G-T.I.C.

3.3 - Propriété intellectuelle

Par dérogation aux articles 46.2.1, 46.3.1 et 46.3.2 du C.C.A.G-T.I.C, il sera fait application des dispositions suivantes concernant la propriété intellectuelle :

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie deviendra propriétaire de l'ensemble des documents issue de l'exécution du marché Picardie et mis à sa disposition sans restriction sous les formes de supports précisés par l'Agence de l'Eau. Si elle le souhaite, elle pourra céder ses droits sans aucune restriction et utilisera librement les résultats des prestations réalisées et pourra les communiquer à des tiers.

Sous réserve des droits des tiers, le titulaire cède, à titre exclusif et définitif au bénéfice de l'Agence de l'Eau, pendant toute la durée de protection des droits d'auteur et en tous lieux, ses droits patrimoniaux sur les prestations, livrables, créations artistiques, graphiques, maquettes, dessins, photographies, illustrations, rendus de résultats et d'informations, etc.... objets du présent marché.

Les droits ainsi cédés sont les droits de reproduction, de représentation, d'adaptation, de traduction et d'utilisation secondaire sur tous supports, notamment papier, électronique.

Le titulaire ne pourra communiquer partiellement ou en totalité le contenu des rapports, photographies ou autres résultats, ni le communiquer à des tiers sans l'accord préalable écrit de l'Agence de l'eau.

Tous les renseignements obtenus, tous les documents communiqués ou élaborés, les rapports et conclusions, sont strictement confidentiels et ne devront en aucun cas être communiqués.

Le titulaire du marché reste seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenant pour son compte. Le titulaire garantit l'Agence de l'Eau Artois-Picardie qu'il tiendra ses salariés et sous-traitants informés des termes du présent marché et se porte fort du respect par lesdits salariés ou sous-traitants des obligations en résultant.

Les rémunérations perçues par le titulaire au titre du présent marché sont réputées couvrir l'ensemble des droits cédés.

La cession des droits de propriété intellectuelle au profit de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie s'effectue au fur et à mesure de la réception des prestations et l'Agence de l'Eau Artois-Picardie pourra, en conséquence, se les approprier en leur état d'achèvement si, pour une raison quelconque, le présent marché était interrompu par anticipation. En contrepartie, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie devra payer le prix correspondant, en fonction de l'état d'avancement des prestations.

La présente cession des droits à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie est consentie à titre exclusif et est opposable à tous, pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle et industrielle.

3.3.1 – Créations concernées

Le titulaire cède à l'Agence de l'Eau, à titre exclusif et définitif, avec l'ensemble des garanties de droit et de fait, la propriété pleine et entière :

- des logiciels, développements et travaux informatiques de toute nature, pages web, développements HTML, etc..., en codes sources et codes objets, ainsi que leur documentation comprenant les travaux de conception préparatoires au sens de l'article L.122-6 du Code de la propriété intellectuelle, ainsi que les cahiers des charges, études préalables, descriptifs, plans, pré-études, maquettes, dossiers d'analyse fonctionnelle et organique, et dossiers de programmation, en ce compris, les spécifications d'interfaces, la documentation technique, la documentation d'utilisation, le manuel d'exploitation documentant l'ensemble des fonctionnalités accessibles à l'utilisateur, ainsi que, le cas échéant, la documentation en ligne ;
- des éléments textuels, graphiques, sonores, iconographiques, photographiques, multimédia, y compris, les projets, maquettes, prototypes et plans, réalisés dans le cadre du présent marché, ci-après dénommés ensembles, les "créations".

3.3.2 – Droits cédés

Conformément aux dispositions des articles L.122-6, L.122-7 et L.131-3 du Code de la propriété intellectuelle, il est précisé que les droits cédés comprennent :

- Le droit de reproduire en nombre illimité les créations en l'état ou adaptées, et ce sous toute forme, par tout moyen et procédé sur tout support, tant actuel que futur, connu ou inconnu et notamment support numérique, magnétique, électronique, télématique, par téléchargement, vidéogramme, CD-ROM, CDI, DVD, disque et disquette, bande, listing, support papier ou dérivé, micro-film, etc... ;
- Le droit de représenter les créations par tout moyen ou procédé de diffusion et de communication actuel ou futur, connu ou inconnu, notamment par tout réseau de télécommunications on line tel que minitel, vidéo texte, audio texte, Internet, intranet, réseau de télévision numérique, wap, système télématique interactif, par téléchargement, télétransmission, transmission par voie hertzienne, par satellite, par câble ;
- Le droit d'adapter, en tout ou en partie les créations, les numériser, modifier, transformer, mixer, assembler, monter, arranger, transcrire, en corriger les erreurs, assurer l'évolution, le suivi, la maintenance, traduire les créations en toute langue ou tout langage de programmation, utiliser les algorithmes à toutes fins, porter sur toute configuration, intégrer dans ou interfacer avec toute œuvre, logiciel, base de données, produits informatiques, produits multimédias quelconques, ainsi que le droit de reproduire, représenter et commercialiser la création modifiée, adaptée, nouvelle et dérivée dans les conditions visées au présent article ;
- Le droit de mettre sur le marché, de distribuer, commercialiser, diffuser les créations, par tout moyen y compris la location et le prêt, auprès de tout public, à titre gratuit ou onéreux ;
- Le droit de rétrocéder tout ou partie des droits cédés, et notamment de consentir à tout tiers tout contrat de reproduction, d'édition, de diffusion, de commercialisation et toute licence concernant les créations, sous quelque forme, quelque support et quelque moyen que ce soit, tel que ci avant visé ;
- Le droit de faire usage et d'exploiter, pour les besoins de ses activités propres au bénéfice de tiers, à titre onéreux ou gratuit, les créations, afin d'effectuer toute forme de traitement, à quelque titre que ce soit ;
- Et d'une manière générale, l'intégralité des droits patrimoniaux relatifs aux créations, de sorte qu'à l'effet de la présente cession, le cédant ne soit plus titulaire d'aucun des droits patrimoniaux sur les créations.

Dans le cas où les créations, constitueraient ou comprendraient des inventions brevetables, il est entendu que l'Agence de l'Eau sera seule habilitée à déposer en son nom une demande de brevet.

A cet effet, et d'une manière générale, le titulaire s'engage à observer une confidentialité absolue sur les créations. L'Agence de l'Eau Artois-Picardie acquiert ainsi les droits d'exploitation, de reproduction et d'adaptation des logiciels développés, à titre exclusif et définitif.

3.3.3 – Etendue géographique et durée

La présente cession de droits de propriété intellectuelle est consentie à titre exclusif, pour le monde entier et pour la durée des droits d'auteur attachés aux créations, telle que reconnue par les lois actuelles et futures.

La cession des droits de propriété intellectuelle au profit de l'Agence de l'Eau Artois Picardie s'effectue au fur et à mesure de la réalisation des créations et l'Agence de l'Eau Artois Picardie pourra, en conséquence, se les approprier en leur état d'achèvement si, pour une raison quelconque, le contrat de réalisation des créations était interrompu par anticipation.

Le titulaire, en conséquence, s'interdit d'exploiter à son profit tout ou partie de l'application réalisée sous quelque forme que ce soit.

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

En application des dispositions de l'article 3.6 du C.C.A.G-T.I.C, ainsi que des articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire a la possibilité de sous-traiter l'exécution d'une partie du marché sous réserve de l'acceptation de la totalité des sous-traitants par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et de l'agrément, par elle, des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit à l'Agence de l'Eau une déclaration mentionnant l'ensemble des informations listées à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'Agence de l'Eau contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique complété des renseignements listés au paragraphe 2 de l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique.

Les sous-traitants sont soumis aux mêmes obligations de déclaration que le titulaire et présentent dans les mêmes conditions que lui une documentation de présentation et de justification de la prestation dont il a la charge et ses moyens de mise en œuvre. Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution des obligations du marché.

Le titulaire est tenu de signaler à l'Agence toute modification concernant l'étendue des prestations sous-traitées. Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement exige la modification de la déclaration de sous-traitance initiale annexée à l'offre ou de l'acte spécial.

Ce signalement interviendra par la transmission de l'acte spécial modificatif par le titulaire du marché, après le dépôt de son offre, en vue de modifier une déclaration de sous-traitance annexée à l'offre ou un acte spécial présenté en cours d'exécution d'un marché. Cette déclaration constitue un acte spécial modificatif qui remplace et annule la déclaration de sous-traitance antérieure. Cette dernière doit être précisément identifiée dans la rubrique correspondante.

ARTICLE 5 - ASSURANCE

Par dérogation à l'article 9 du C.C.A.G-T.I.C, le candidat justifiera, au stade de la remise de son offre ou au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la date d'émission du courrier du représentant du pouvoir adjudicateur l'informant que son offre est retenue et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire et couvert par un contrat d'assurance valide au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché, subi par lui-même, son personnel, ses biens propres et ceux qui lui sont confiés par l'Agence.

Il en est de même pour le risque qu'il encourt, d'une part du fait de son activité et de celle de son personnel, et d'autre part du fait de tout matériel lui appartenant ou non qu'il mette en œuvre pour l'exécution du marché. Cette justification sera faite au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie donnée par son assureur.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par l'Agence pour assurer la couverture des risques liés à l'exécution du marché.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police d'assurance contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation objet du marché, sur demande de l'Agence de l'Eau et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Dans le cas où après mise en demeure, le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire à cette demande, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie se réserve le droit de résilier le marché.

Le titulaire doit prévenir l'Agence de l'Eau de toutes modifications dans ses qualifications et sa police d'assurance. Le titulaire et son assureur sont réputés renoncer à toute action récursoire à l'encontre de l'Agence.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXÉCUTION ET DE LIVRAISON

6.1 – Délais de réalisation (et de réception définitive)

A chaque réception des bons de commande, le titulaire du présent marché effectuera la prestation dans les délais indiqués par le bon de commande.

Si un retard est imputable à l'Agence, un sursis d'exécution est accordé pour une durée égale à ce retard conformément à l'article 13.3.1 du C.C.A.G.-T.I.C.

Si un retard est imputable au titulaire, celui-ci encourt les pénalités conformément aux dispositions de l'article 12 du présent Cahier des Clauses Particulières.

6.2 – Exécution du marché

La prestation devra être exécutée suivant les modalités définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 7 - AVANCE ET ACOMPTES

➤ **Avance** : Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance sera effectué avant tout commencement d'exécution selon les modalités stipulées ci-après :

L'option retenue concernant l'avance est l'option A (article A.11.1 du C.C.A.G.-T.I.C). Sous réserve du respect des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000€H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est porté à 30% lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique. L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois.

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant T.T.C du marché. Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant T.T.C des prestations du marché. Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

➤ **Acomptes** : il est fait application des dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique. Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le titulaire devra produire un décompte indiquant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations objet du marché et précisant les éléments permettant de déterminer les dites sommes. Ce décompte devra être conforme à la décomposition des prix détaillée de chaque poste fourni à l'appui de son offre.

Les opérations effectuées par le titulaire qui donnent lieu à versement d'acomptes seront constatées par un écrit de l'Agence de l'Eau attestant de l'admission des prestations (constat du service fait).

Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs. Le paiement du solde ne peut intervenir qu'à la remise totale des livrables prévus ou au terme de l'exécution des prestations.

Le montant des demandes de paiement ne peut excéder le montant des prestations commandées.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Sur demande expresse du titulaire du marché, la périodicité du versement des acomptes peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du Code de la commande publique. Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise, ce délai est ramené à un mois.

➤ **Retenue de garantie :** aucune retenue de garantie ne sera appliquée au titulaire dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 8 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

8.1 - Offre de prix

L'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE souhaite que les prix soient exprimés uniquement dans l'unité monétaire qui est l'EURO (€).

L'opérateur économique remplit intégralement l'annexe financière (bordereau des prix) jointe en annexe 1.

8.2 - Nature des prix

Le marché comporte des prestations à prix forfaitaire (prestations relatives à la maintenance corrective annuelle) et à prix unitaire (prestations relatives à la prise de connaissances, aux unités d'œuvres, à la maintenance évolutive et adaptative et au transfert de connaissance) ; les prix unitaires figurant dans le bordereau de prix unitaire joint en annexe 1 à l'acte d'engagement, seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

8.3 - Révision des prix

Le prix de la prestation de prise de connaissance est ferme ;

Le prix de la prestation de maintenance corrective est annuel et révisable ;

Le prix de la prestation de transfert de connaissance est révisable ;

Les prix relatifs aux unités d'œuvres, à la maintenance évolutive et adaptative sont révisables ;

Les prix concernés du marché sont révisables suivant les modalités suivantes :

$P = P_0[(SYN/SYN_0)]$ dans laquelle :

- **P** : prix de règlement ou prix initial révisé

- **P₀** : prix aux conditions initiales du marché

- **SYN** : indice SYN-Syntec (**Origine** : Syndicat des sociétés d'ingénierie, de services informatiques, d'études et de conseil, de formation professionnelle (SYNTEC),

- **SYN₀** : même indice, valeur au mois Mo.

Il est précisé que le mois Mo est le mois de notification du marché.

L'index de révision sera calculé annuellement sur la base des derniers indices connus au 1^{er} janvier de l'année et appliqué à l'ensemble des prestations commandées dans l'année.

Le premier index de révision sera calculé au mois de janvier 2026.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Il ne sera pas calculé de révision de prix provisoire, la révision de prix pour une année déterminée sera calculée par le titulaire et notifiée à l'Agence de l'Eau sur la base du dernier indice connu (lu) au 1^{er} janvier.

Nota important : L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'il lui appartient de calculer le coefficient de révision applicable sur chaque facture établie sur la base des prix unitaires initiaux contractualisés dans l'annexe financière n° 1. Il doit, lors de la première application d'un nouveau coefficient de révision, fournir les éléments de détermination de ce coefficient avec la facture correspondante

8.4 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents : à son exécution, aux participations aux différentes réunions, les frais occasionnés par les déplacements (transports, restauration, hébergement, etc...), les frais annexes et nécessaires à la réalisation de l'étude et à la restitution finale des livrables (téléphone, reprographie, frais de conception, de réalisation et de mise à disposition des livrables, etc...) ainsi que tous les frais nécessaires à la réalisation du marché et afférents à son exécution, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En outre, les prix comprennent de façon définitive tous les frais de cession des droits tels que définis à l'article 3.3.2 du présent C.C.A.P. Le prestataire reconnaît qu'il en a connaissance et ne pourra réclamer aucune somme complémentaire au titre de la Cession.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

La T.V.A. est le taux en vigueur au jour de la réalisation des prestations.

ARTICLE 9 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le mode de règlement choisi par l'Agence de l'Eau est le virement.

Les opérateurs économiques sont informés que l'Agence de l'Eau Artois-Picardie souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire qui est l'EURO (€).

Le candidat auquel l'Agence de l'Eau envisage d'attribuer le marché indiquera dans l'acte d'engagement (Formulaire ATTRI-1) s'il renonce au bénéfice de l'avance.

Le règlement des sommes dues par l'Agence au titre du présent accord-cadre s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

Les demandes de paiement feront l'objet de factures établies par le titulaire. Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Le cas échéant, en cas de groupement et/ou de sous-traitance, le titulaire indiquera ce qui doit être réglé respectivement au mandataire, à ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire après certification du service fait par l'Agence.

9.1 - Remise des factures

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, le titulaire doit transmettre ses factures sous forme électronique. Pour ce faire, il doit utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant SIRET de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 18591178100028.

Le code service ou engagement juridique de l'Agence de l'Eau sera communiqué lors de la réunion de démarrage de l'accord-cadre.

Les décomptes, factures ou mémoires afférents au paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement),
- la référence de l'accord-cadre ;

- Le numéro d'engagement juridique ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date effective d'exécution des services ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- le prix hors taxes des prestations réalisées ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le numéro de référence du bon de commande ;
- les modalités particulières de règlement ;
- les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

L'Agence de l'Eau se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, elle notifiera au titulaire la demande de paiement rectifiée.

9.2 - Paiements

Le paiement interviendra lorsque l'Agence de l'Eau concernée a constaté que les prestations ont été réalisées, et qu'elles sont conformes à ses exigences.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est :

Madame la Directrice de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie
 AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE - 200, rue Marceline - Centre Tertiaire de l'Arsenal - BP 80818
 59508 DOUAI CEDEX

Le comptable assignataire chargé du paiement est :

Madame l'Agent Comptable de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie
 12, rue de l'Industrie - CS 80148 - 92416 Courbevoie Cedex

Les paiements sont effectués suivant les dispositions ci-après :

Conformément à l'article R. 2191-23 à R. 2191-25 du Code de la commande publique et aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le titulaire remet à l'Agence de l'Eau dans le cadre de l'accord-cadre un décompte, une facture ou mémoire précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution de l'accord-cadre et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes. Il joint, si nécessaire, les pièces justificatives, notamment les tarifs et barèmes appliqués.

Le délai maximum de paiement des sommes dues est fixé à 30 jours.

En cas de défaut de paiement du prix, du fait de l'Agence de l'Eau, dans les 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement conforme et après exécution des prestations, le dépassement de ce délai ouvre droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

En application des dispositions des articles 8 et 9 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 susvisé :

- Le taux de ces intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,
- Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

9.3 - Paiements en cas de Cotraitance et/ou sous-traitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement prévoyant une répartition des paiements entre les membres du groupement solidaire et précisant les modalités de cette répartition.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du C.C.A.G-T.IC.

En cas de sous-traitance bénéficiant du paiement direct, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, **au titulaire de l'accord-cadre**, soit sous pli recommandé avec accusé de réception, soit par dépôt contre récépissé.

Le titulaire dispose alors de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant, d'autre part, à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Le sous-traitant adresse parallèlement à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie l'ensemble des documents qu'il a envoyé au titulaire, ainsi que la preuve de l'envoi au titulaire de ces documents, accompagnée de copies des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou pas réclamé.

À cet égard, il convient de bien distinguer la demande de paiement des factures elles-mêmes.

La demande de paiement doit être libellée, ainsi que l'indique les articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique, au nom de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie alors que les factures sont émises par le sous-traitant au nom du titulaire. **En aucun cas, le sous-traitant n'est habilité à émettre des factures à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.**

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai de paiement mentionné ci-après.

Ce délai court :

- soit à compter de la réception par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie de l'accord même partiel du titulaire sur le paiement demandé,
- soit à compter de l'expiration du délai de 15 jours prévu ci-dessus, si pendant ce délai le titulaire ne s'est pas manifesté,
- soit à compter de la réception de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou pas réclamé.

L'Agence informe alors le titulaire des paiements qu'il effectue aux sous-traitants.

Si le sous-traitant intervient pour le compte d'un membre d'un groupement qui n'est pas le mandataire alors celui-ci est tenu de signer la demande de paiement ou de notifier son refus dans les conditions précisées ci-dessus via le mandataire.

ARTICLE 10 - PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G-T.I.C, lorsque les délais d'exécution mentionnés dans les documents contractuels du présent accord-cadre sont dépassés par le seul fait du titulaire et/ou lorsque les engagements du titulaire formulés à l'appui de son offre ne sont pas respectés par le seul fait du titulaire (sauf cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence administrative), celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, l'application des pénalités suivantes :

| DÉSIGNATION DE LA PÉNALITÉ | MONTANT |
|--|---|
| Pénalité pour retard dans l'exécution et/ou la livraison des livrables (maintenance corrective : correction d'une anomalie) | Formule de calcul de la pénalité : <u>$P = (V \times R)/100$</u> Dans laquelle : P = montant de la pénalité. V = valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité correspondant au montant annuel H.T. de la maintenance corrective. R = nombre de jours de retard. Le montant de la pénalité ne peut dépasser 100% du montant forfaitaire annuel H.T. de la maintenance corrective. Au-delà de 30 jours de retard, le marché pourra être résilié par l'Agence, aux torts du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50 du C.C.A.G-T.I.C. |

| | |
|---|---|
| Pénalité pour retard dans l'exécution et/ou la livraison des livrables (maintenance évolutive et autres prestations) | <p>Formule de calcul de la pénalité : $P = (V \times R)/300$</p> <p>Dans laquelle :</p> <p>P = montant de la pénalité.</p> <p>V = valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité correspondant au montant de la commande concernée.</p> <p>R = nombre de jours de retard.</p> <p>Le montant de la pénalité ne peut dépasser 100% de la commande concernée</p> |
| Pénalité pour défaut de qualification suffisante | <p>Si le niveau de qualification d'une ou des personnes affectées à l'exécution du présent marché ne correspondait pas à celui défini dans le mémoire technique, le titulaire encourt une pénalité de 300€ par personne non qualifiée et par jour d'exercice de prestation par la personne non qualifiée.</p> <p>Si après pénalité et dans les cinq jours ouvrés qui suivent la réception d'une mise en demeure, le niveau de qualification n'était toujours pas respecté, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités pour faute du titulaire.</p> |
| Pénalité pour non-respect des exigences environnementales | <p>En cas de non-respect des dispositions fixées à l'article 7 du C.C.T.P, une pénalité forfaitaire de 50€ par manquement constaté pourra être appliquée.</p> |

Lorsque l'agence envisage d'appliquer des pénalités de retard, elle **invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours**. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés **ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations**. À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'agence considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci et/ou à ses co-traitant et/ou sous-traitants, les pénalités pour retard **s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré**.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du C.C.A.G-T.I.C, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande. Le montant des pénalités sont plafonnées à 50% du montant de la prestation concernée par l'application de la pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G-T.I.C, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché. Le montant des pénalités de retard sera déduit par l'Agence de l'Eau du montant du solde à verser ou à défaut lui seront facturées.

En application des dispositions de l'article L. 2711-8 du Code de la commande publique, en cas de survenance de circonstances exceptionnelles, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie d'un bon de commande ou du marché, notamment lorsqu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive :

1° Le titulaire ne peut pas être sanctionné, ni se voir appliquer les pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée pour ce motif ;

2° L'Agence pourra conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire ceux de ses besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'Agence.

L'exécution du marché de substitution ne peut être effectuée aux frais et risques du titulaire initial.

Modalités de calcul des pénalités de retard en cas de cotraitance : Dans le cas où le titulaire est un groupement momentané d'entreprises, pour lesquels le paiement est effectué sur des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire du groupement à l'Agence de l'Eau.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité de l'Agence de l'Eau concernée à l'égard des autres entrepreneurs.

Résiliation : Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique et ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

L'Agence de l'Eau peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique ; les conditions de résiliation en cours d'exécution du marché sont définies aux articles 36 à 42 du C.C.A.G – P.I (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général). Outre les cas de résiliation prévus au C.C.A.G-T.I.C, le marché peut être résilié pour les motifs suivants : manquement grave et répété à l'engagement du respect des délais. Cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnité.

ARTICLE 11 - MODIFICATION DU MARCHÉ EN CAS DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET/OU SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES

11.1 - Circonstances exceptionnelles

En application des dispositions des articles L. 2711-1 à L. 2711-8 du Code de la commande publique, en cas de circonstances exceptionnelles affectant les modalités de passation ou les conditions d'exécution du présent marché, l'Agence de l'Eau se réserve la possibilité de mettre en œuvre tout ou partie des dispositions et mesures temporaires prévues par décret tendant à faire face à de telles circonstances exceptionnelles, et notamment :

- d'apporter en cours de procédure les adaptations nécessaires à la poursuite de la procédure, dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats ;
- de prolonger les délais de réception des candidatures et des offres d'une durée suffisante pour permettre aux opérateurs économiques de présenter leur candidature ou de soumissionner ;
- de modifier les modalités d'exécution des prestations du marché et notamment :
 - de prolonger la durée du marché au-delà de la durée mentionnée à l'article L. 2125-1 si son terme intervient pendant la période de circonstances exceptionnelles et que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre. La durée de cette prolongation ne peut excéder la durée de la période de circonstances exceptionnelles, augmentée de la durée nécessaire à la remise en concurrence à l'issue de l'expiration de cette période ;
 - d'intégrer au marché de nouveaux besoins liés aux circonstances exceptionnelles ;
- de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire ceux de ses besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie d'un bon de commande ou du marché, notamment lorsqu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'Agence.

Ces dispositions sont applicables non seulement lorsqu'elles sont la conséquence des mesures prises par les autorités administratives compétentes dans le cadre de la gestion de la situation exceptionnelle (mesures de confinement, fermeture de bâtiments ...), mais aussi dès lors que des mesures sont mises en œuvre par l'Agence de l'Eau en vue de limiter voire de prévenir la propagation d'une situation de crise.

Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant.

11.2 - Circonstances imprévisibles

En application des dispositions des articles R. 2194-3 à R. 2194-5 du Code de la commande publique, et en application des dispositions de l'article 26 du C.C.A.G-T.I.C, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que l'Agence de l'Eau et le titulaire ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par l'autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de tout ou partie des prestations prévues dans le présent marché en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations peut être prononcée par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, l'Agence de l'Eau et le titulaire conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, l'Agence de l'Eau et le titulaire conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements. Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant. À défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées dans le C.C.A.G-T.I.C.

Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant.

ARTICLE 12 - CLAUSE DE RÉEXAMEN

En cas de circonstance imprévisible dans sa nature ou dans son ampleur (telle que définie à l'article 11.2 du présent C.C.A.P) et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, l'Agence de l'Eau et le titulaire examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, l'Agence de l'Eau et le titulaire conviennent, par voie d'avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'Agence de l'Eau d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Les surcoûts pris en charge par l'Agence de l'Eau peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées à l'article 7 du présent C.C.A.P ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

ARTICLE 13 - DÉROGATIONS

- L'article 1.6 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, déroge aux articles 25.2 et 25.3 du C.C.A.G-T.I.C concernant la conclusion d'un avenant préalable à la passation des commandes de prestations supplémentaires ou modificatives.
- L'article 2 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G-T.I.C concernant l'ordre de priorité des pièces contractuelles.
- L'article 3.3 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, déroge aux articles 46.2, 46.3.1 et 46.3.2 du C.C.A.G-T.I.C concernant la propriété intellectuelle/utilisation des résultats.
- L'article 5 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 9 du C.C.A.G-T.I.C, concernant les délais et modalités de transmission de l'attestation de souscription des polices d'assurance.
- L'article 10 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 14 du C.C.A.G-T.I.C, concernant la formule applicable pour le calcul des pénalités de retard, concernant le plafond des pénalités pour chaque bon de commande et concernant l'exonération des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 14 - LITIGES

En cas de désaccord survenu au cours de l'exécution du marché concernant l'interprétation des stipulations du marché ou relatif à l'exécution des prestations, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et le titulaire s'efforceront de le résoudre à l'amiable.

Le titulaire adressera à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées dans un délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu ; le non-respect du délai entraîne la forclusion de la réclamation.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie disposera d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier la décision ; l'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En l'absence d'accord amiable, tout litige se rapportant au présent marché ressort de la compétence du Tribunal Administratif de Lille, 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 Lille Cedex.

Tél : 03.59.54.23.42, Fax : 03.59.54.24.45, adresse courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr, site internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>, Greffe de l'éloignement : Télécopie : 03.59.54.24.24

Greffe des procédures d'urgence : Télécopie : 03.59.54.24.50.

Les correspondances échangées et les documents demandés dans le cadre du présent marché sont rédigés obligatoirement en langue française.